

L'impérialisme à la manœuvre, les peuples bientôt à la riposte ?

Après l'intervention militaire décidée par Trump au Venezuela pour mettre la main sur son pétrole, après avoir réaffirmé la volonté de s'appropriier le Groenland et ses ressources, c'est l'Iran que le dirigeant américain menace désormais d'une nouvelle intervention militaire. Le prétexte en est de voler au secours de la population iranienne qui défie la dictature de Khamenei malgré une répression qui a fait, à l'heure où nous écrivons, plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Pour justifier l'intervention américaine au Venezuela, Trump avait évoqué la promotion de la démocratie et la prétendue lutte contre le narcotrafic. Sauf qu'il est évident pour tout le monde que ce coup de force de Trump avait tout à voir avec la défense des intérêts impérialistes des États-Unis dans la région.

Leur « démocratie » a une odeur de pétrole

Au Venezuela, les États-Unis sont venus mettre la main sur des ressources pétrolières dont ils n'avaient pas le contrôle exclusif. Depuis l'enlèvement de Maduro, pour mettre la pression sur un régime vénézuélien déjà enclin au compromis, les États-Unis bloquent les exportations de brut et ont intercepté plusieurs *tankers*, afin d'interdire l'usage du pétrole vénézuélien par d'autres puissances, la Russie et la Chine, qui font des affaires avec Caracas.

Et Trump ne s'arrête pas là, menaçant les autres pays d'Amérique latine non entièrement alignés sur les États-Unis de frappes au sol, les forçant à des déclarations d'allégeance. Il s'est aussi tourné vers ses alliés européens, en rappelant ses vues sur le Groenland, une colonie du Danemark qu'il aimerait bien lui souffler (ou lui acheter) pour ses gisements sous-marins prometteurs que le réchauffement climatique pourrait libérer de l'emprise des glaces... ce qui suscite la convoitise cynique des grands capitalistes ! Quant au peuple du Groenland qui passerait d'un colonisateur à l'autre, il n'aurait pas son mot à dire.

Mais les masses populaires ne se laissent pas faire !

Aujourd'hui, c'est l'Iran qui est dans le viseur de Trump. Là encore, une intervention de l'armée américaine n'aurait rien à voir avec la défense de la

« démocratie » ou du peuple iranien. Si Trump menace d'intervenir en Iran, c'est pour couper court à un mouvement social aux conséquences imprévisibles, dangereuses par l'exemple qu'il pourrait donner aux peuples des dictatures pro-occidentales des pays voisins et pour les intérêts des trusts pétroliers dans la région.

Le soulèvement populaire en Iran a pour point de départ une crise économique que les dirigeants du pays font payer aux classes populaires en imposant l'austérité et le gel, voire le non-versement, des salaires. Une crise autant due à la corruption du régime qu'aux sanctions économiques imposées à l'Iran par les grandes puissances, États-Unis en tête.

Malgré les crimes policiers, la coupure d'Internet et la fermeture des universités, les manifestations grossissent, les forces répressives sont chassées de villes et de quartiers. Mais les manifestants ne se battent pas pour voir les dirigeants actuels remplacés, à coup de bombardements américains, par un retour au pouvoir de la monarchie, par l'intermédiaire du fils de l'ancien chah d'Iran, renversé en 1979 par une révolution populaire !

Et c'est Trump qui pourrait avoir, à son tour, quelques craintes. Car, aux États-Unis aussi, des manifestations ont eu lieu partout contre sa propre politique. En premier lieu pour réclamer la fin des agissements de sa sinistre police de l'immigration, l'ICE, et réclamer justice pour Renee Good, cette automobiliste assassinée dans le cadre d'une manifestation qui dénonçait les violences policières. Trump et ses semblables s'attaquent au monde entier : ne leur laissons aucun répit !

Une belle mascarade

Suite à l'envahissement du CSE où nous étions une centaine, un préavis de grève a été déposé. Cela aurait pu être un bon début, seulement voilà, le lendemain dans un tract, les syndicats ont déposé les armes. Il faut dire qu'un simple préavis sans appel à la grève ni débrayage dans les services, ce n'est pas faire preuve d'une grande colère syndicale. La nôtre, par contre, est toujours là.

De la poudre aux yeux

Ce projet, comme nous le répète incessamment le directeur, est « juste » car l'écrtage sera abrogé et nous aurons plus de liberté dans la pose de nos RTT, enfin seulement si l'organisation du service le permet ! Et pour ce qui est de l'écrtage, la direction reste gagnante : elle nous rend 5 000 heures pour nous en reprendre 20 000 sur les RTT. Nous ferons aussi preuve de justice le jour où nous la pousserons à la porte.

La direction n'a pas l'esprit de Noël

Les passages en 7 h 30 commencent à partir du 1^{er} janvier 2026. Or, les changements d'amplitudes ne seront pris en compte sur Chronos qu'en juin. D'ici là, ce seront les cadres qui devront nous sucrer manuellement les six minutes de trop sur la pointeuse. Pas sûr que l'encadrement apprécie le cadeau !

Une bonne blague

En plus de ne pas prévoir la nouvelle modification des codes horaires, la plateforme a connu quelques incidents récents. En effet, certains collègues se sont vu supprimer toutes leurs heures, d'autre en ont gagné sans raisons... Un beau cadeau de Noël pour certains et une sacrée douche froide pour les autres. Il faudra être vigilants à ce que nos heures ne passent pas à la trappe !

Médecine de guerre

La nouvelle unité de médecine polyvalente sonne comme une bonne idée. Une maison médicale de garde vers laquelle la régulation des urgences pourrait envoyer les patients relevant de la médecine générale. Or, les effectifs sont maigres, la nuit, il n'y aura qu'une IDE et deux AS pour douze lits. Voilà comment tuer un projet dans l'œuf !

Deux poids deux mesures

La direction a tenu à défendre son projet de modification des horaires également en avançant qu'ils permettraient d'aligner les horaires du CHU sur

les établissements de long séjour avec lesquels nous avons récemment fusionné. Elle s'est permis de rappeler qu'alors les organisations syndicales avaient voté pour. Pas étonnant qu'elles ne se soient pas beaucoup démenées dans le dernier mouvement de grève !

Et bonne année

À cause de l'épidémie de grippe, l'hôpital Nord Franche-Comté est passé en plan blanc pendant les fêtes. Ici au CHU, l'engorgement a lui aussi connu des seuils critiques. La casse du système de santé a des conséquences bien sinistres, mais le gouvernement préfère financer la prochaine marche à la guerre. Souhaitons que 2026 soient l'année où nous leur montrerons que notre colère peut tout changer !

À d'autres !

La diminution de 10 % de l'indemnisation des agents en arrêt maladie n'a pas fait baisser d'un iota l'absentéisme. À croire que nous sommes vraiment malades quand nous nous arrêtons ! Par contre, le CHU a économisé au moins 350 000 euros depuis l'application de cette nouvelle mesure. Voilà qui pourrait compenser l'augmentation du prix des repas au self !

Les vœux du directeur

Le directeur nous convie à venir lui serrer la paluche pour la nouvelle année. Il veut nous remercier des conditions de travail que lui et ses prédécesseurs nous ont fait subir.

Peut-être pourrions-nous y aller tous pour lui faire part de notre notion du « dialogue social ».

La justice suspend la révocation abusive d'une infirmière de l'AP-HP

Le tribunal administratif de Paris vient de suspendre en référé la révocation d'une infirmière, renvoyée pour port d'un calot. L'AP-HP (hôpitaux de Paris) devra la réintégrer dans un délai d'un mois. C'est un premier coup d'arrêt à l'arbitraire, avant le jugement au fond dans quelques mois. C'est surtout une victoire pour l'infirmière et ses collègues, qui subissent une chasse misogyne et raciste à l'hôpital public sous couvert de laïcité. La décision le dit clairement : le prétexte de l'hygiène, hypocritement avancé par l'AP-HP pour interdire le port permanent du calot, est discutable, et la sanction est de toute façon disproportionnée.

Non, tous les coups ne sont pas permis !

